

Le sénateur Olson: De toute façon, malgré l'objection du sénateur Flynn, je prendrai la question en délibéré. Je ne suis pas certain de pouvoir lui donner une opinion juridique, mais je voudrais parler au ministre qui représente cette société de la Couronne avant de répondre.

Le sénateur Marshall: Noël approche. Si l'on dit au leader du gouvernement qu'il est légal d'aller de l'autre côté de la frontière et d'acheter un timbre de 20 cents au lieu d'un timbre de 30 cents, le gouvernement pourrait-il consacrer quelques-uns de ses millions de dollars à l'annoncer aux Canadiens, surtout aux gagne-petit, avant qu'ils ne mettent leurs cartes de Noël à la poste?

Le sénateur Olson: Je ne pourrais pas faire une telle promesse.

Le sénateur Flynn: Pour une fois, il répond brièvement.

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LA VENTE DE MATÉRIEL MILITAIRE À L'AFRIQUE DU SUD— DEMANDE DE RÉPONSE

L'honorable Nathan Nurgitz: Honorables sénateurs, j'ai une brève question à poser au leader adjoint du gouvernement qui, d'abord le 16 décembre 1981, puis le 3 juin 1982, s'est engagé à fournir au Sénat des renseignements au sujet des ventes d'armes à l'étranger. Ces renseignements sont d'autant plus importants aujourd'hui que les journaux nous apprennent tous les jours que des conflits éclatent un peu partout dans le monde et que des sociétés commerciales canadiennes non seulement exportent des produits qui entrent dans la fabrication d'armes, mais obtiennent des subventions du gouvernement à cette fin. Le leader adjoint pourrait-il nous dire en quelle année nous pouvons compter obtenir une réponse?

● (2020)

L'honorable Royce Frith (leader adjoint du gouvernement): Je ne saurais dire, honorables sénateurs, car depuis que le sénateur Nurgitz a posé cette question pour la première fois, j'ai constamment cherché à obtenir une réponse. Cependant, j'ai cru comprendre la semaine dernière que les renseignements demandés sont cotés très secrets.

Chaque semaine, je me demandais si le sénateur Nurgitz n'allait pas me reposer sa question, puisqu'il est parfaitement en droit de devenir impatient. Tout ce que je puis dire, c'est que je cherche encore à obtenir la réponse à sa question.

L'AGRICULTURE

LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE—LE COLLÈGE DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

L'honorable H. A. Olson (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, j'ai quelques réponses différées à vous communiquer, dont la première se rapporte à la question qu'a posée le sénateur Macquarrie le 26 octobre. Ce dernier avait alors insinué que le gouvernement fédéral cherchait à se dérober et n'avait jamais eu l'intention de subventionner la construction du collège vétérinaire de Charlottetown.

La réponse est assez courte, mais je demande qu'elle soit tenue pour lue.

Son Honneur le Président: Êtes-vous d'accord, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

(La réponse suit:)

Les faits nous révèlent ici une tout autre histoire. Le gouvernement fédéral a offert, en effet, de participer aux dépenses de capital relatives à la construction du collège vétérinaire. Cependant, il n'a pu donner suite à son engagement parce que les quatre gouvernements provinciaux de l'Atlantique n'ont pas réussi à s'entendre quant à l'emplacement de cet établissement.

Les premiers ministres Lee et Buchanan ont conclu une entente, assortie de multiples conditions, mais M. Buchanan n'a pas fourni au gouvernement central de déclaration sur sa position. Avant d'engager des crédits fédéraux dans ce projet, le gouvernement attend un appui sans réserve du premier ministre Buchanan ainsi que l'accord des trois autres provinces.

L'ÉNERGIE

TERRE-NEUVE—LES RESSOURCES SOUS-MARINES—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable H. A. Olson (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, j'ai une autre réponse différée. Le sénateur Doody a demandé les 23 et 24 novembre si le gouvernement fédéral examinait ou réexaminait sa position à l'égard des ressources sous-marines.

Voici la réponse. Dans sa lettre à M. James Thoms, rédacteur en chef du *Daily News* de Saint-Jean, le premier ministre déclare qu'il a toujours cru possible et certainement souhaitable de négocier un accord et que le premier ministre Peckford et lui-même ont encore la possibilité de réexaminer leurs positions, étant donné que la Cour suprême a reporté ses audiences au 22 février.

Si vous le désirez, je me ferai un plaisir de faire inclure dans la réponse le texte de la lettre du premier ministre à M. Thoms.

Son Honneur le Président: Est-ce d'accord, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

(La lettre suit:)

Le 22 novembre 1982

Monsieur James Thoms
Rédacteur en chef
The Daily News
C.P. 8855
Saint-Jean (Terre-Neuve)
Monsieur,

J'accuse réception de votre télex du 2 novembre 1982 concernant les négociations sur les ressources sous-marines. Comme vous le savez, j'ai rencontré le premier ministre, M. Peckford, le 1^{er} octobre en vue de trouver un terrain d'entente pour reprendre les négociations. A mon grand regret, nous n'avons pas réussi à nous entendre même si j'ai émis le souhait que nos fonctionnaires poursuivent les discussions, du moins sur le principe du par-